

Essai d'interprétation des dynamismes

économiques différentiels sous un angle théorique

(Gilles Blanchet)

Sous le thème "structures sociales et dynamismes économiques différentiels" a été proposée en 1967, comme direction de recherche "la saisie d'une économie traditionnelle en train de changer au contact avec les économies développées et la découverte des voies par lesquelles passe ce changement".

Dans son acception courante, la notion de dynamisme s'oppose à celle de statique. Incluant le mouvement et le devenir, elle se trouve ici complétée par l'adjectif "différentiel", qui met l'accent sur les variations, en même temps qu'associée à la notion de "structures sociales", qui insiste sur le milieu social sous tendant toute activité humaine.

Le Professeur NICOLAI, instigateur de cette approche, définit les structures sociales "comme des rapports réels et objectifs qui lient des individus en groupe dans l'exercice d'activités où une division sociale des rôles intervient" (1).

Les structures expliquent le fonctionnement des rapports économiques en ce sens qu'elles fixent des limites objectives aux groupes d'agents.

Mais, en même temps, les structures du système économique changent sous l'effet de son fonctionnement qui se réalise au travers d'une conjoncture génératrice de comportements d'adaptation et d'innovation.

La prise en considération des éléments conjoncturels doit permettre, en quelque sorte, de montrer comment les comportements collectifs d'adaptation suscités par la situation structurelle promeuvent à leur tour des mutations structurelles.

Autant que le système des relations qui constituent les structures il est important de saisir leur dynamique, c'est-à-dire les incompatibilités, les contradictions, les tensions et le mouvement inhérent à toute société.

Par rapport à cette optique, l'étude des dynamismes économiques différentiels pourrait être appréhendée au sein d'une économie traditionnelle comme celle des changements économiques saisis dans leur rapport avec le contexte humain qui les suscite.

Elle se situe logiquement dans le cadre du problème du changement social et du développement économique auquel est consacré depuis plusieurs années une littérature aussi abondante qu'hétérogène.

Elle ne s'y confond cependant pas.

Si "les changements sociaux traduisent des modifications de l'équilibre entre groupes, sociétés globales et systèmes expressifs" (2), une approche dynamique s'attache plus précisément à analyser les processus de leur mise en oeuvre.

De même, la notion de développement économique, à travers les diverses définitions qui en ont été proposées, reste confuse et ambiguë. Retenons celle de F. PERROUX qui l'appréhende comme "le changement des structures mentales et des habitudes sociales et les changements institutionnels qui permettent la croissance du produit réel global et qui transforment les progrès particuliers en un progrès du tout social" (3).

Mais si, sur un plan pratique, l'étude des dynamismes économiques différentiels peut déboucher vers l'élaboration de politiques de développement plus efficaces, elle n'est pas, par elle-même, nécessairement porteuse d'une idée de progrès.

Elle évite par là même les critiques que l'on peut formuler à l'encontre de toute éthique qu'il s'agisse de celle de progrès ou de celle de bonheur qui lui a été opposée, chacune étant vue à travers le prisme de l'ethnocentrisme.

Au demeurant, la façon de l'aborder dépend de l'idée même que l'on peut se faire de la réalité sociale.

Comme le constate Pierre HASSNER (4), cette idée peut être :

essentiellement conflictuelle et politique (au sens de politics)

essentiellement intégrationniste ou technique

essentiellement individualiste ou culturelle.

Ces conceptions ne se manifestent naturellement pas de façon aussi tranchée et s'interpénètrent à des degrés divers.

Appliquées à la saisie des dynamismes économiques proprement dits elles peuvent déboucher sur trois conceptions distinctes et liées tout à la fois :

- une conception idéologique qui met en jeu des philosophies, des options politiques ou des systèmes d'explication proprement idéologiques.
- une conception descriptive s'attachant à l'analyse de la réalité empirique
- une conception théorique portant sur les concepts, démarches et méthodes les mieux à même d'appréhender le jeu des dynamismes.

L'étude des dynamismes économiques, si elle est du ressort naturel de diverses disciplines telles que l'économie, l'ethnologie, l'anthropologie ou la sociologie, est surtout considérée par ces dernières.

- Forcée dans les pays occidentaux industrialisés sur la base de leur expérience propre, la théorie économique s'est développée dans des termes abstraits et très généraux. Faut de pouvoir être appréhendés par une analyse proprement économique, les facteurs sociaux ont été délaissés ou traités en tant que mécanismes résiduels escamotés par l'artifice de quelques postulats.

Il est vrai que "plus l'économie d'une société est complexe, plus elle semble fonctionner comme un champ d'activité autonome par ses lois propres et plus l'économiste aura tendance à privilégier cette autonomie et à traiter en simples données extérieures les autres éléments du système social" (5).

Et certains secteurs du système économique occidental peuvent être analysés sans une prise en considération particulière des variables non économiques.

Mais il n'en va pas de même dans les pays en voie de modernisation car "plus une société est simple, moins il est facile d'isoler l'économique des autres éléments de la vie sociale".

La transposition de l'analyse économique occidentale s'y avère alors particulièrement contestable et repose en outre sur le postulat idéologique que la rationalité dont elle est issue est la seule possible.

Finalement, toujours selon les termes de Maurice GODELIER "les phénomènes économiques au sein d'une société primitive, tout en étant plus simples que l'économie d'une société moderne sont socialement plus complexes et par là-même n'ont ni le même sens ni le même contenu" (6).

Aujourd'hui nombre d'économistes sont conscients de l'importance cruciale des facteurs sociaux dans le processus économique mais ils n'y voient encore bien souvent qu'une variable supplémentaire dont l'incorporation est nécessaire à une explication scientifique. Le degré de développement pouvant être appréhendé à partir d'indicateurs et de mesures diverses reste privilégié dans son aspect quantifiable au détriment de sa dimension sociale plus difficilement cernable et comportant toujours le danger d'extrapolations hasardeuses.

La science économique avec son arsenal de concepts, règles, méthodes et techniques reste la référence ultime.

En fonction de la cohérence propre à cette optique systématique, les changements économiques risquent alors d'apparaître comme des conséquences du développement économique et les dynamismes qui les animent, voilés ou distordus.

- A l'inverse, l'anthropologue ou le sociologue ne voient dans le système économique qu'un système partiel au même titre que les autres systèmes sociaux, politique ou religieux par exemple.

Soucieux d'un processus social considéré dans son ensemble, ils considèrent alors le processus économique essentiellement dans ses implications, manifestations ou répercussions sur le plan culturel ou social.

L'anthropologie économique s'est longtemps bornée à étudier les économies traditionnelles avant qu'elles ne soient détruites par le contact avec les sociétés développées ou dans le cadre d'une hypothèse d'évolution lente.

Les phénomènes économiques étant liés aux conditions socio-culturelles plus stables apparaissent alors comme des phénomènes statiques.

Aujourd'hui cependant l'anthropologie abandonne de plus en plus cette optique "fixiste" et s'attache à montrer le caractère dynamique des systèmes traditionnels eux-mêmes (D. Apter : the politics of modernization).

Elle s'oriente également vers la dynamique de la modernisation et d'une évolution rapide et tend à l'élargissement de son champ d'observation habituel que constituent les communautés villageoises (cf. l'étude des dynamismes économiques dans le cadre de l'anthropologie économique, objet de l'exposé de Cl. ROBINEAU).

Dans une étude sur "le problème du changement social et la théorie sociologique" (7) Georges GRANAI met en relief que les sciences sociales particulières, l'anthropologie y compris, outre le fait qu'elles sont des sciences systématisantes n'envisagent qu'un aspect de la réalité sociale : les produits ou oeuvres des agents qui la constituent. Or c'est précisément dans le rapport entre agents et oeuvres, objet de la sociologie, qu'il est possible de rendre compte de la réalité sociale en tant que telle, des changements qui s'y produisent et des totalités dynamiques qu'elle met en jeu.

S'il est possible de mettre en évidence le dynamisme économique d'un groupe particulier sans recours formel à l'analyse sociologique, celle-ci s'avèrera nécessaire par contre pour expliquer les modifications affectant la structure de ce groupe en les reliant à l'ensemble de la société et en replaçant ce groupe lui-même dans la structure sociale dont il fait partie.

L'intérêt porté aux dynamismes a été très inégal au cours des développements récents de la pensée sociale.

Sans vouloir en retracer l'histoire, il semble opportun d'en marquer les étapes essentielles caractéristiques non seulement de la pensée anthropologique mais de la pensée générale de l'époque qui les a vues naître.

A la fin du XIXe siècle, un courant évolutionniste exprime le postulat du progrès humain à travers une succession de stades de développement et sans considération du temps et du lieu (Morgan : *the ancient society*).

Lui succède un courant diffusionniste qui, à l'inverse, s'attache à la reconstruction de l'histoire sur une échelle mondiale (école anglaise de W. PERRY et Elliot SMITH, école historico-culturelle germano-autrichienne), ou plus réduite (Franz BOAS) en mettant l'accent sur l'emprunt culturel et, dans le cas de Boas, sur les effets dynamiques du contact culturel et le rôle des facteurs psychologiques.

Le fonctionnalisme se manifeste comme une réaction contre le diffusionnisme et sa "passion de reconstruction pseudo-historique" (B. MALINOWSKI).

Refusant d'accorder de l'importance au temps il s'attache aux phénomènes d'intégration, à la nature des relations entre institutions ou des rapports entre groupes ou membres de ces groupes.

L'acculturationnisme naît du même refus de reconstruction hypothétique d'une histoire révolue et se penche sur les phénomènes d'acculturation.

Une définition en est proposée en 1936 par R. REDFIELD, K. LINTON et M. HERSKOVITS : "L'acculturation appréhende les phénomènes qui se produisent lorsque des groupes d'individus, ayant des cultures différentes, entrent en contact continu et direct, ainsi que les changements conséquents qui affectent les agencements culturels originaux de l'un des groupes ou de tous les groupes".

L'insuffisance de cette définition a souvent été soulignée (8). Elle a été reconnue par HERSKOVITS lui-même qui, par la suite, la précise davantage par son domaine d'application : elle porterait sur la transmission en cours alors que la diffusion s'attacherait, au contraire, à la diffusion accomplie. Après 1945, les recherches portent moins sur les contacts culturels que sur les changements sociaux découlant de la rencontre de sociétés inégales et soulignent le rôle des facteurs économiques.

Mais, selon G. BALANDIER, malgré ces tentatives, "... la réflexion théorique paraît insuffisante. Les concepts demeurent imprécis ou contestables (ainsi, celui de détribalisation), et les théories, fragmentaires. Ce défaut d'intégration des connaissances vérifiées s'accompagne d'une défaillance critique en ce qui concerne l'examen des conjonctures sociales qui conditionnent et orientent ces changements sociaux" (9).

Le recours ultérieur à la notion de "situation sociale" a permis de pallier ces insuffisances en replaçant les sociétés étudiées dans le temps et l'espace.

Employée par M. GLUCKMAN pour mettre en évidence l'existence dans toute société de clivages et de conflits plus ou moins latents (10), elle a été appliquée à la situation coloniale par G. BALANDIER qui a mis particulièrement l'accent sur les dynamismes sociaux qui en découlent (11). Est ainsi marquée la prédominance du social sur le culturel et, de ce fait, reconnu le rôle moteur des facteurs économiques dans l'évolution sociale.

Parallèlement s'est développée une démarche insistant sur la notion de structure entendue généralement comme l'ensemble des relations unissant les éléments d'un ensemble sous-jacent. Comme le fonctionnalisme après les années 30, le structuralisme est devenu rapidement un mode d'analyse dominant appréhendé simultanément comme thème, vocabulaire, méthodologie et idéologie.

Mais, bien que, selon C. Lévi STRAUSS, "l'analyse des structures synchroniques implique un recours constant à l'histoire", en fixant ce qui est dynamique la démarche structuraliste "appréhende mal les relations complexes et instables" (12).

Aussi, depuis quelques années, une vision dynamiste s'efforce de compléter la démarche structuraliste proprement dite en saisissant "la dynamique des structures tout autant que le système des relations qui les constituent" (13). E.R. LEACH voit dans l'apparition tardive de cette démarche deux sortes de raisons :

- les préjugés académiques et l'ethnocentrisme des anthropologues qui ont fait éliminer les données de fait pour ne traiter que des sociétés réelles.

- l'influence dominante de Durkheim sur Pareto et Max WEBER (14). DURHEIM, a. en effet, mis l'accent sur une société stable, comme préalable à l'intégration sociale, l'absence d'harmonie entre fins et moyens, loin d'engendrer la liberté, suscitant le ressentiment et l'apathie (anomie).

Mais c'est là faire la part belle à la théorie et négliger qu'elle n'est un guide que lorsqu'elle est le reflet des préoccupations et manières de voir non seulement scientifiques mais "populaires", à un moment déterminé de l'évolution de la pensée.

Comme l'a noté G. BALANDIER la pression de l'actualité (dynamique interne suractivée des sociétés développées) semble largement déterminante dans le renouveau des théories dynamistes.

Et il se peut que leur application aux sociétés sous-développées soit le reflet et le fruit d'une transposition de préoccupations essentiellement occidentales.

Dynamismes économiques et voies de changement.

Comme l'a écrit Philippe COUTY, l'étude des dynamismes économiques nécessite "une hypothèse préalable sur le mouvement global de l'économie" car "la recherche des groupes dynamiques est nécessairement fondée sur une critique des réalités de la croissance et du développement économique".

Cette appréciation est malaisée. Elle fait l'objet de considérations théoriques diverses entre lesquelles il est difficile d'établir une ligne de démarcation nette.

Elles charrient, en effet, pour la plupart, des matériaux disparates qui, bien que parfois nécessaires, en altèrent la portée : implications philosophiques, politiques, idéologiques, prétention à l'universalisme sans parler des querelles d'écoles privilégiant indument telle ou telle manière d'aborder le problème.

A un niveau très général, on peut envisager la réalité sociale de façon diamétralement opposée selon que l'on s'attache aux facteurs de continuité ou de transformation.

A la lumière de cette distinction il est possible d'envisager schématiquement les façons de prendre en considération les dynamismes économiques.

- Dans un courant conservateur et libéral peuvent être considérées les conceptions qui privilégient l'ordre établi, le statu quo ou la continuité et qui proposent aux pays sous-développés le modèle occidental de développement. Le problème est alors d'orienter et canaliser les dynamismes économiques selon des voies et processus bien déterminés, en quelque sorte tracés à l'avance.

- A un courant radical ressortissent au contraire les théories qui mettent l'accent sur l'inégalité et l'injustice de l'ordre existant, entraves à un changement social et à un développement économique réels.

Sous cet éclairage, un dynamisme économique véritable ne peut s'exprimer dans une économie traditionnelle qu'à la suite du renversement de l'ordre établi et du bouleversement des structures sociales et tout dynamisme potentiel existant doit être canalisé dans ce sens.

- Un courant intermédiaire se caractérise enfin par des théories qui, sans se satisfaire de l'état de choses présent estiment qu'il n'est pas besoin d'une révolution pour parvenir au développement et que celui-ci peut être atteint par une modification progressive des structures sociales inadéquates et l'encouragement des dynamismes porteurs de progrès ou susceptibles de l'engendrer.

I - Approche classique.

Le premier de courant de pensée est d'inspiration essentiellement américaine, émanation logique d'un pays qui se propose de nos jours comme le modèle le plus avancé de développement.

Dans un article intitulé "Introduction, Approaches to the study of Economic Growth" Manning Nash ancien rédacteur en chef de la revue américaine "Economic Development and Cultural Change" (EDCC) considère que le problème du changement social et du développement économique peut être abordé de trois manières :

- La première est celle que j'appellerai l'Index Method : les traits généraux d'une économie développée deviennent dans l'abstrait un type idéal et on les oppose alors aux traits également typiques d'une économie et d'une société pauvre. Selon cette méthode de développement est considéré comme la transformation d'un type en un autre...

- La seconde méthode considère le processus du développement sous l'angle de l'acculturation. L'Occident dispense les connaissances, les savoir-faire, l'organisation, les valeurs, la technique et les capitaux à un pays pauvre jusqu'à ce que, au fil des années, sa société, sa culture et son personnel deviennent des variantes de ce qui a assuré le succès économique de la communauté atlantique...

- La troisième méthode... est l'analyse du processus tel qu'il se déroule dans les pays dits sous-développés. Cette approche conduit à une estimation prospective plutôt que rétrospective du changement social, à une prise en considération intégrale du contexte politique, social et culturel du développement". (15)

Cette dernière approche, de caractère psychologique, est celle partagée par Manning Nash lui-même, et Everett Hagen, John Kunkel, David Mac Clelland et d'autres collaborateurs de la revue EDCC.

André Gunder Frank se livre à un examen critique de ces différentes tendances de la sociologie américaine dans un article incisif "Sociologie du développement et sous-développement de la sociologie" (16) dont nous nous inspirerons très largement.

1 - Approche évolutionniste.

Cette approche estime "que le sous-développement est un état originel que l'on peut caractériser par des indices de traditionalisme et que, par conséquent, le développement consiste à abandonner ces caractéristiques et à adopter celles des pays développés".

Cette façon de voir a une longue histoire puisque déjà Auguste Comte, dans son cours de philosophie positive "envisage la capacité de changement, la possibilité d'échapper à la répétition et, en conséquence, le progrès, comme une propriété de la seule civilisation occidentale.

De même Max Weber attribue à la "rationalisation" et à l'efficacité, propres à la société moderne occidentale, le pouvoir de tirer les autres sociétés hors de l'état traditionnel" (17).

On y trouve deux données fondamentales de l'évolutionnisme :

- Le postulat d'une histoire unilinéaire de l'humanité basée sur le principe de l'unité psychique de l'homme et orientée vers le progrès.
- L'appel à la méthode comparative, les sociétés sous-développées étant supposées représentatives de stades par lesquelles les sociétés avancées auraient déjà passé. Deux auteurs sont particulièrement représentatifs de cette manière de voir : Bert F. Hoselitz et Walt Whitman Rostow.

a) Professeur de Sciences Sociales et directeur du Research Center in Economic Development and Cultural Change à l'université de Chicago, Bert F. Hoselitz a exposé ses vues dans divers ouvrages et plus particulièrement dans une étude publiée en 1960 sous le titre "Sociological Aspects of Economic Growth" (18).

Partant de la nécessité d'une théorie reliant le développement économique au changement culturel et social, il essaie d'établir une relation fonctionnelle entre variables économiques et sociales qui permette de décrire le passage d'une société économiquement sous-développée à une société avancée.

Il s'inspire pour cela des variables de modèle que Talcott Parsons a mis en évidence dans "The Social System" (19) :

- La réalisation opposée à l'attribution
- L'universalisme opposé au particularisme
- La spécificité opposée au caractère diffus
- La rationalité opposée à l'affectivité
- L'extroversion opposée à l'introversion.

Sur cette base, B.F. Hoselitz caractérise une "économie avancée" par une prédominance des normes universalistes dans la détermination des rôles économiques essentiels. Ces rôles sont eux-mêmes fonctionnellement spécifiques et basés sur le principe de

l'accomplissement ou de la réalisation (Achievment), les détenteurs du pouvoir et autres élites étant supposés oeuvrer dans l'intérêt général de la collectivité.

Dans une société peu développée, au contraire, le particularisme, la fonctionnalisation diffuse et le principe d'attribution automatique (Ascription) dominent comme régulateurs des relations sociales structurelles particulièrement sous l'angle économique. L'orientation des agents placés aux postes-dés reste dominée par des considérations personnelles.

Le problème est alors de déterminer les mécanismes par lesquels la structure sociale d'un pays sous-développé se modifie et adopte les caractéristiques d'un pays économiquement avancé.

Le développement économique doit s'appuyer, en ce qui concerne l'assignation des rôles sur le remplacement progressif du principe de l'attribution automatique par celui des réalisations personnelles, sur la substitution de la spécialisation à la diffusion, de l'universalisme ou particularisme.

Cette modification des rôles ne peut se réaliser que lentement et selon B. Hoselitz ne sera pas tellement le fait des agents économiques en place que des élites responsables de l'orientation sociale qui pourront, dans certains cas, provoquer une réinterprétation des objectifs sociaux et imposer certains changements dans ce secteur productif.

La thèse de Bert Hoselitz a été violemment combattue par A.G. Frank qui reprend point par point ses assertions pour montrer leur peu de validité. On peut résumer schématiquement sa critique de la façon suivante :

- en ce qui concerne les pays développés, le drapeau de l'universalisme dissimulé souvent des intérêts privés et un particularisme profond reste ancré tant dans les classes ouvrières que dans les autres classes sociales.

L'orientation vers la réalisation n'exclut pas l'assignation des rôles comme peut en témoigner la différence de rétribution d'un noir américain par rapport à un blanc pour le même travail.

Enfin la dichotomie établie entre spécialisation et diffusion s'avère peu pertinente lorsque les rôles spécifiques socialement prédominants sont concentrés dans les mains d'une même personne ou d'un très petit nombre d'individus.

- Les pays sous-développés sont également fort universalistes quand bien même il ne s'agirait, à l'instar de ce qui se passe dans les pays développés, que d'un paravent à un particularisme sous-jacent.

Prétendre que les rôles sont presque exclusivement répartis selon des normes assignatives aboutit à nier l'émergence de bourgeoisies nationales dans toute l'Afrique et à ne pas voir que la réalité du pouvoir appartient aux personnes qui occupent les rôles les plus élevés dans l'organisation économique et, en particulier, à ceux qui ont des liens commerciaux et financiers avec les métropoles développées.

Les rôles tenus par les représentants des couches moyennes (militaires, fonctionnaires...) sont fonctionnellement spécifiques et si beaucoup d'autres rôles restent diffus cela est souvent dû à la nécessité pratique de compenser la précarité et l'instabilité d'emploi par l'exercice de plusieurs activités.

b) La théorie que Walt Whitman Rostow a exposé en 1951 dans "The Stages of Economic Growth, a non-communist manifesto" a connu un retentissement considérable.

Comme Hoselitz, W. Rostow oppose sociétés développées et sociétés sous-développées et voit dans le sous-développement un stade originel dont ne seraient pas parvenues à s'échapper ces dernières.

Mais il va plus loin que lui en ce sens qu'il détermine la marche à suivre sur le chemin du développement par la spécification de 5 étapes que toute société est appelée à franchir dans le même ordre :

- une phase traditionnelle correspond à l'état initial, sorte de point zéro.
- une seconde phase se caractérise par la pénétration des influences extérieures et l'établissement des conditions préalables à la croissance.
- la troisième phase est celle du démarrage (take off).
- la quatrième marque l'acheminement vers la maturité.
- la cinquième enfin est celle de la consommation de masse.

La théorie de Rostow a fait l'objet de maintes controverses et critiques(20). Nous nous limiterons brièvement à celle de A.G. Frank.

Il souligne tout d'abord qu'il n'existe pas aujourd'hui de sociétés revêtant les caractéristiques de la première phase dite traditionnelle car les relations des pays développés avec les pays sous-développés ont détruit leur trame originelle.

La seconde phase est aussi inexistante, la pénétration des influences extérieures ne suffisant pas à créer les conditions du démarrage.

L'évolution contemporaine révèle que les deux dernières phases sont utopiques et ne s'appliquent pas, de toute manière, aux pays sous-développés.

Reste alors l'étape du "take off".

Mais comme l'a remarqué Philippe Couty, "il est impossible de considérer que toutes choses sont égales par ailleurs (caractères et aptitudes de la population, coutumes...) pour se contenter d'établir des taux minima d'épargne et d'investissement"(21).

Plus encore que celle d'Hoselitz, la théorie de Rostow est essentiellement statique et ne fait pas appel à un quelconque dynamisme pour expliquer le passage d'une étape à l'autre.

2 - Approche diffusionniste.

Dans le cadre de cette approche, le développement est considéré comme une conséquence logique de la transmission aux pays sous-développés par les pays avancés des facteurs caractéristiques précisément de leur développement : capital, techniques, institutions et valeurs culturelles. Cette transmission est envisagée moins sous l'angle

d'une sorte de reconstruction statique de l'histoire écoulee comme aux premiers temps du diffusionnisme que sous un angle dynamique par l'accent mis sur les processus d'acculturation et les phénomènes de résistance qu'elle peut susciter.

Comme dans l'approche évolutionniste le sous-développement reste envisagé comme un état traditionnel initial qu'il s'agit de dépasser.

- La diffusion du capital s'exerce par le jeu des investissements effectués par les pays développés dans ceux du tiers monde qui s'en trouvent démunis faute d'une épargne suffisante et d'un comportement qui puisse l'engendrer. Elle doit ainsi permettre de résoudre un des "cercles vicieux" du sous-développement tout en jetant les bases d'une industrialisation progressive.

Cette opinion prévaut chez de nombreux économistes et, en particulier, chez de nombreux collaborateurs de la revue EDCC (Benjamin Higgins, Daniel Garnick, Martin Bronfenbrenner, Raymond Mikesell).

- Les techniques se propagent de même par le truchement des investissements réalisés, compte tenu des contraintes inhérentes à leur utilisation déficiente ou aux résistances traditionnelles qui se font jour à leur endroit.

- Enfin la transmission des institutions et valeurs des pays développés s'opère dans le cadre des relations qu'ils entretiennent avec les pays sous-développés et sous l'égide d'un libéralisme de bon aloi.

Les difficultés que rencontre dans les faits l'application de ce schéma sont généralement expliquées par une pénurie de compétences (manque de techniciens, d'entrepreneurs, d'innovateurs) et la rémanence de facteurs traditionnels qui s'opposent à l'apparition d'agents dynamiques oeuvrant en faveur d'une modernisation efficace. Et les solutions à ces problèmes sont alors envisagées à travers un développement de l'éducation, un effort de promotion des classes moyennes et de la mobilité sociale (John Johnson, Robert Scott, Gino Germani, Di Tella...).

La valeur de l'approche diffusionniste peut être appréciée à partir des arguments que lui oppose toujours A.G. Frank.

- En ce qui concerne la diffusion du capital, des estimations du département du Commerce des Etats Unis montrent qu'entre 1950 et 1965 le capital investi par les Etats Unis dans le reste du monde, hormis l'Europe et le Canada, a atteint 9 milliards de dollars tandis que l'afflux correspondant de capital provenant des profits réalisés a été de 25,6 milliards de dollars.

Ces chiffres considérés en soi n'ont qu'une signification partielle mais il faut tenir compte, en outre, des mouvements de capitaux effectués par les pays du tiers monde dans les pays développés au titre des investissements et encore davantage des services ainsi que le fait qu'une grande partie du capital que les pays riches possèdent dans les pays pauvres n'a jamais quitté les premiers.

Enfin le déclin de la part des pays sous-développés dans le commerce mondial et la détérioration des termes de l'échange ont encore été soulignés récemment par le rapport Pearson.

Sur un autre plan, il n'est nullement certain que l'orientation des investissements étrangers aide les pays bénéficiaires à se développer. Lorsqu'ils restent à la discrétion d'intérêts privés non nationaux, il est tout aussi logique d'appréhender leurs répercussions fâcheuses sur la balance des paiements, l'intégration économique, la formation ou l'orientation du capital dans les pays récipiendaires.

- En ce qui concerne les techniques, qu'elles soient agricoles ou industrielles, les pays développés ont surtout diffusé celles qui ne risquaient pas de leur créer de concurrence.

A.G. Frank remarque, qu'en ce domaine, les métropoles industrielles n'ont jamais desserré leur monopole si ce n'est en fonction de l'évolution même des techniques: ~~au monopole si ce n'est en fonction de l'évolution même des techniques~~ : au monopole industriel intégral a ainsi succédé un monopole de l'industrie lourde et de nos jours celui des industries de pointe (électronique, chimie...). L'avance technologique américaine et sa force de pénétration croissante dans les économies européennes justifie aujourd'hui de nombreuses craintes.

A plus forte raison en va-t-il de même dans les pays sous-développés dont les moyens de parade sont encore plus insuffisants.

- Pour ce qui touche aux institutions et aux valeurs, la réalité de leur diffusion est certaine. L'effet favorable de leur impact dans les domaines économique, politique ou social est moins assuré.

Sur un plan économique, l'implantation d'entreprises ou de sociétés d'import-export correspond surtout à la réalisation des intérêts des groupes métropolitains, dont elles ne sont souvent qu'une émanation, selon une logique indépendante de celle des sociétés d'accueil.

Il en résulte un développement "orienté vers l'extérieur" des capitales sous-développées soutenu par un réseau institutionnel approprié (banques, intermédiaires autochtones ou non).

Il en va de même sur le plan politique étant donné ses liens étroits avec l'économie.

Sur le plan social enfin, la mobilité qui est pronée et encouragée reste le plus souvent, selon les termes d'A.G. Frank "une mobilité individuelle qui ne transforme pas les structures sociales".

La critique de l'approche diffusionniste par A.G. Frank reste très globale surtout si on l'envisage sous l'angle des dynamismes économiques différentiels, mais elle a cependant le mérite de mettre en évidence qu'il serait illusoire de vouloir miser sur une intervention extérieure désintéressée pour les faire surgir.

En mettant l'accent presque exclusivement sur les résistances à la modernisation, les tenants de l'approche diffusionniste n'appréhendent en outre les dynamismes qu'elles manifestent que sous un angle négatif, ethnocentrique et à la lumière d'une méconnaissance fondamentale des causes et de la nature du sous-développement.

3 - Approche psychologique.

Il est possible de caractériser cette approche à partir de quelques uns de ses représentants marquants : Everett E. Hagen, David Mac Clelland, John Kunkel.

a) E.E. Hagen a publié en 1962 un ouvrage intitulé "on the theory of social change ; how Economic Development begins" (22) où, à la différence des diffusionnistes, il souligne la carence des explications du sous-développement par le manque de capital, l'insuffisance du revenu ou de l'épargne.

Considérant cependant le sous-développement comme un point de départ, il se demande comment ont pu s'en évader les pays actuellement avancés et y apporte une réponse d'ordre psychologique par l'accent mis sur le rôle des innovations.

Il essaie de décrire le processus par lequel se forme la personnalité de ces innovateurs dans une société traditionnelle. Selon lui, ce type de société favorise l'émergence de personnalités autoritaires. L'intervention de facteurs extérieurs joue un rôle perturbateur et, par la destruction de l'équilibre antérieur, entraîne chez elles une perte de considération et de prestige et une phase de régression (Retreatism) qui s'étend sur plusieurs générations.

Toutefois cette régression porte en elle le germe qui va permettre l'éclosion de personnalités innovatrices.

Le fils ne s'identifie plus à son père et, grâce à sa mère qui souffre moins de régression, échappé au cercle vicieux de l'autoritarisme paternel et acquiert une autonomie qui rend possible son accomplissement personnel.

Hagen envisage donc la dynamique du changement à travers des modifications de la structure de la personnalité, elle-même façonnée dans l'enfance par la façon dont s'opère le processus de socialisation et, en particulier, la manière dont se résout le complexe d'Oedipe.

L'influence de la psychanalyse le conduit à une vue pessimiste des possibilités de changement de la nature humaine, les facteurs réels ayant fort peu de prise sur l'individu une fois que sa personnalité d'adulte se trouve élaborée.

L'émergence et la propagation de comportements économiques dynamiques reposent en quelque sorte sur un "acte de foi" (John Kunkel). Nécessitant de toute manière beaucoup de temps, ils ne seront effectifs qu'au terme de plusieurs générations en raison de la lenteur avec laquelle changent valeurs et personnalités.

b) Sous le titre "a Psychological Approach to Economic Development" David Mac Clelland s'est livré à une analyse du Livre de Hagen (23). Il n'est guère convaincu par le schéma successif : "perte de prestige-régression-innovation" et remarque qu'au 17^e siècle, par exemple, comme l'a souligné Max Weber, les catholiques anglais, bien qu'ayant subi une perte de prestige, n'ont jamais manifesté par la suite une grande réussite économique.

Il reproche surtout à E. Hagen sa sous-estimation des facteurs idéologiques et de la réalité et lui oppose l'optimisme marxiste sur les possibilités infinies d'éducation des individus à travers une réforme idéologique.

Malgré ces critiques D. Mac Clelland n'en défend pas moins une conception voisine du développement économique le faisant résulter "ni de la structure sociale (Weber) ni de l'assignation et de la rétribution des rôles sociaux basés sur la réalisation (Hoselitz) mais uniquement d'un degré élevé de motivation et de réalisation individuelles" (24).

Et il souhaite le renversement complet de tout le courant de pensée sociale qui accorde au milieu social le rôle prépondérant pour y substituer "les valeurs, les motifs et les forces psychologiques qui finalement déterminent la cadence du développement économique et social" (25).

c) John Kunkel, dans un article publié dans EDCC "Values and Behavior in Economic Development" (26) reproche à E. Hagen et à D. Mac Clelland d'ignorer l'environnement social présent et de préjuger des possibilités de développement économique à partir d'une conception erronée de l'homme.

Il leur oppose une approche behavioriste, le développement économique ne résultant pas, selon lui, d'une modification des valeurs, attitudes ou personnalités des individus mais essentiellement d'un changement des modèles de comportement et de conduite.

La personnalité ne détermine pas le comportement car elle est ce comportement lui-même et peut être définie comme un ensemble de modèles de conduite qu'un individu acquiert à la fois comme individu et membre de la société.

Pour introduire le changement, il n'est pas nécessaire de se préoccuper d'altérer les valeurs, il suffit de changer certains éléments du contexte social.

Le problème est de modifier les aspects de l'environnement social qui sont indispensables à l'apprentissage d'un nouveau comportement. Et, "puisque habituellement ce ne sont que quelques aspects du milieu sociétal qui peuvent être modifiés, les efforts actuels en vue de remplir les conditions préalables du comportement doivent débiter sur une petite échelle".

En altérant ainsi partiellement la structure sociale, des changements de comportement suivront et tous deux se traduiront dans un changement individuel.

En raison de l'accent mis sur le rôle de la structure sociale, John Kunkel estime, en définitive, que le modèle behavioriste de l'homme réconcilie l'approche individualiste et l'approche structuraliste du développement économique.

Pour John Kunkel, le dynamisme individuel est induit par une modification structurelle préalable à la différence d'E. Hagen et D. Mac Clelland qui envisagent un dynamisme individuel autonome. S.M. Lipset a récemment critiqué ce glissement de la sociologie américaine vers une vue microscopique de la société (27).

Il doute du bien fondé de l'abandon des études du changement social et de l'analyse des sociétés globales dans une perspective historique et comparative au profit de l'étude des relations interpersonnelles, de la structure des petits groupes et de l'analyse des processus de décision à partir d'impressions ou de déductions logiques.

Envisagée dans son ensemble, l'approche classique soulève un certain nombre de remarques du point de vue des dynamismes économiques différentiels.

Se situant à un haut niveau d'abstraction et de généralité, elle ne peut saisir la réalité des pays sous-développés dans leur spécificité et leurs différences.

Optant pour une conception dualiste qui méconnaît la réalité de la structure sociale, elle oppose artificiellement pays développés et pays sous-développés, et, à l'intérieur de ceux-ci, un secteur archaïque traditionnel et un secteur moderne fonctionnant sur le modèle des métropoles avancées.

Dédaignant le recours à l'histoire, elle ne tient compte ni des liens étroits qui unissent entre eux les pays avancés ou non, ni des composantes historiques qui déterminent la situation particulière présente de chacun d'entre eux.

En même temps, au lieu d'envisager le système social dans son ensemble, elle en isole arbitrairement certains aspects structurels.

Extraits de leur contexte réel, social et historique, les dynamismes économiques sont appréhendés comme des mécanismes relevant d'une psychologie humaine générale, expliqués par une rationalité occidentale et le plus souvent envisagés de façon résiduelle comme résultant de la conjonction d'un certain nombre de conditions préalables définies a priori et abstraitement.

II - L'approche radicale.

A l'approche classique et libérale s'oppose un courant radical d'inspiration marxiste qui estime que la condition préalable au changement social et au développement économique réside dans un bouleversement des structures existantes.

André Gunder Frank illustre ce courant aussi bien dans son article "Sociologie du sous-développement ou sous-développement de la sociologie" que dans un article postérieur plus constructif "le développement du sous-développement" (28). Il recourt pour cela à l'histoire et à une analyse faisant appel au globalisme structurel.

- Selon lui, c'est la méconnaissance de l'histoire des pays sous-développés qui engendre son assimilation abusive avec celle des pays actuellement développés. Or "la recherche historique démontre que le sous-développement contemporain est, en grande partie, le produit historique des relations passées et présentes, économiques et autres entre les pays satellites sous-développés et les pays métropolitains actuellement développés" (29).

Le sous-développement a été engendré par le même processus historique qui a également engendré le développement économique : le développement du capitalisme.

Analysant dans divers pays d'Amérique Latine l'histoire des relations entre métropoles et satellites, il en déduit que le développement de ces derniers est inversement proportionnel à la vigueur des liens qui les attachent avec leurs métropoles et que les régions qui sont actuellement les plus sous-développées sont celles qui, dans le passé, ont eu les relations les plus étroites avec leurs métropoles.

Donc, si aujourd'hui certains pays sont sous-développés, cela est imputable au premier chef au fait que d'autres se sont développés.

"Les pays actuellement développés, sont passés par des stades de développement mais n'ont jamais connu le sous-développement au sens actuel du terme.

Le sous-développement, loin d'être dû à un isolement, est le résultat de l'incorporation intégrale de ces populations au système capitaliste.

La métropole a détruit et/ou totalement transformé les systèmes économiques et sociaux préexistants qui étaient viables, les a incorporés au système capitaliste" (30).
- Pour éliminer le sous-développement, il est donc indispensable de changer la structure du système social lui-même et non simplement telles ou telles variables, rôles ou structures partielles de ce système.

Il convient pour cela de substituer une approche globaliste à une approche dualiste, soit-elle même marxiste lorsqu'elle oppose un secteur capitaliste développé à un secteur traditionnel de type féodal.

Comme le souligne Pierre JALEE (31), "il n'existe aujourd'hui aucune société dualiste et toutes les tentatives visant à en établir l'existence ne constituent que des efforts visant à justifier et/ou à masquer l'impérialisme et le révisionnisme". Cette approche globaliste, portant sur l'ensemble du système social et de sa structure, envisage les structures partielles sous cet éclairage et s'étend aussi bien aux pays développés qu'aux pays sous-développés à l'échelon local, régional, national ou international.
- Dans cette optique, les dynamismes économiques sont envisagés dans le cadre de la structure de classes et de la lutte des classes, c'est-à-dire sous un angle essentiellement politique.

Franz FANON dénonçait déjà "le rôle d'une bourgeoisie nationale qui sert de courroie de transmission à un capitalisme acculé au camouflage et qui se pare du masque néocolonialiste" (32).

Dans une étude "The limiting social and structural conditions for Latin American modernization" (33), Ronald GLASSMAN estime que le capitalisme de substitution américain, tout en freinant la croissance d'une classe industrielle de travailleurs comme d'hommes d'affaires, favorise le développement dans son obédience d'une classe de bureaucrates et technocrates qui constitue une nouvelle classe moyenne contrarévolutionnaire.

A.G. FRANK renchérit lorsqu'analysant le développement des entreprises mixtes en Amérique Latine il y voit une association croissante du capital national et du capital

étranger qui "n'aboutit qu'à soumettre les derniers éléments de la bourgeoisie nationale à la bourgeoisie impérialiste". (34).

III - Approche intermédiaire:

Ainsi que l'a souligné récemment G. BALANDIER, si l'histoire de la pensée sociale révèle le long affrontement des conservateurs et des radicaux "...c'est à un dépassement dialectique des deux modes de lecture de la société qu'il importe de parvenir en particulier dans les sociétés en procès de développement où se saisissent le mieux la dialectique de la tradition et de la modernité, la dialectique de la tradition et de la révolution...

...Si l'on considère que la société est toujours le lieu d'un affrontement permanent entre facteurs de maintien et facteurs de changement, elle porte en elle les raisons de son ordre et les raisons du désordre qui provoquera sa modification.

Cela explique que les adaptations soient plus nombreuses et plus fréquentes que les transformations structurelles globales (de caractère révolutionnaire)".

Cela explique aussi que "la révolution n'est jamais totalement victorieuse"(35).

Il semble que S.M. LIPSET tente un dépassement de ce genre (36). Il souligne l'importance des idéologies d'inspiration marxiste dans les pays du tiers monde, le socialisme et le communisme y étant symboliquement associés avec l'idéologie de l'indépendance, d'un développement économique rapide, de modernisation et d'égalité sociale alors que le capitalisme est perçu comme lié aux influences étrangères, au traditionalisme et à une croissance lente. Les partis y sont moins représentatifs d'intérêts particuliers que porteurs de programmes susceptibles de mobiliser les masses en faveur de la modernisation et du développement.

Toutefois il lui apparaît que les idéologies de gauche telles qu'elles sont appliquées par les élites des pays en voie de développement servent principalement à masquer l'opposition fondamentale entre gouvernants et gouvernés et à légitimer le mythe de l'identité des élites et des masses.

Le marxisme est alors utilisé par la couche dirigeante dans un but opposé aux arguments invoqués et sert surtout à justifier ses aspirations à remplacer l'ancienne aristocratie.

Malgré ces réserves S.M. LIPSET reconnaît que la révolution reste la voie la plus rapide pour entraîner un changement radical.

Il estime cependant qu'un glissement de la tradition à la modernité ne nécessite un total rejet des valeurs de base existantes.

Structures et valeurs sont en effet en étroite relation. "N'importe quel système de valeurs dérive d'assisés héritées de l'histoire et institutionnalisées dans le système religieux, les structures familiales, les relations de classes qui affectent l'orientation, le contenu et la rapidité du changement économique et social".

La question primordiale alors selon lui n'est pas tant la création de nouvelles valeurs que "la façon dont les idéaux culturels qui soutiennent la tradition peuvent donner naissance à ceux qui soutiennent la modernité" (37). Des réformes dans le système d'éducation peuvent avoir des conséquences favorables en favorisant l'indispensable intégration des valeurs modernes.

Cela ne peut être que le fruit d'une politique délibérée. De même les gouvernants et les partis qui sont directement intéressés par la nécessité d'une modification des valeurs doivent favoriser l'ascension démocratique de nouvelles couches sociales et réduire les privilèges anciens accordés à des groupes qui manifestent peu d'intérêt pour la croissance économique.

Sous le nom de "Gradualisme" Celso FURTADO a esquissé pour le Brésil une perspective de développement économique qui rejette à la fois le libéralisme économique et le marxisme révolutionnaire. Partant du clivage entre sociétés ouvertes et sociétés fermées, C. FURTADO constate l'efficacité du marxisme léninisme dans ces dernières (Russie, Chine) et son échec dans les premières (pays d'Europe Occidentale).

Selon lui le Brésil a les caractéristiques d'une société ouverte dans le secteur industriel et d'une société fermée dans le milieu rural.

Mais "étant donné que le marxisme léninisme se fonde avant tout sur la substitution de la dictature d'une classe par la dictature d'une autre classe, il serait politiquement rétrograde de l'appliquer à des sociétés qui sont parvenues à des formes sociales plus complexes c'est-à-dire aux sociétés ouvertes modernes" (38). Pour éviter une contagion du marxisme dans le secteur rural brésilien il convient donc que les couches sociales dirigeantes y mettent en oeuvre une modification des structures économiques qui, seules, permettront son développement graduel à l'instar du secteur industriel.

Dynamismes économiques et agents de changement.

Les courants théoriques évoqués ci-dessus envisagent des processus par lesquels pourraient être atteints le changement social et le développement économique.

Ils insistent davantage sur les voies dans lesquelles peuvent ou doivent logiquement s'inscrire les comportements générateurs de changement que sur les agents ou groupes qui doivent les manifester.

De façon plus ou moins explicite, cependant, certains de ces agents se voient attribuer un rôle déterminant en raison de leur influence, de leur pouvoir ou de leurs caractéristiques modernes, l'accord étant loin d'être réalisé sur leur nature, leur qualité et leur rôle respectif.

Le faible développement de l'économie africaine, sa large immersion dans l'ensemble de la réalité sociale aboutit à la faire dépendre très étroitement de l'exercice

du pouvoir, les groupes sociaux dominants jouant un rôle essentiel dans le processus de croissance et de développement.

La détermination des personnes ou groupes porteurs de dynamismes économiques se rattache alors partiellement au problème controversé du pouvoir et débouche sur l'affrontement des idéologies et des réalités politiques.

Ainsi la question des relations entre pouvoir économique et pouvoir politique est dominée par deux grands courants doctrinaux opposés.

La théorie marxiste voit dans le pouvoir politique la domination d'une classe dirigeante qui s'est appropriée injustement les moyens de production et dont l'exploitation grandissante est génératrice de lutte de classes. A l'opposé la théorie dite néomachiavélienne conclue à la domination inévitable d'une minorité (Pareto, Michels et la loi d'airain de l'oligarchie) et oppose élites et masses.

Ces théories bien que systématiques ont une double utilité.

Sur le plan pratique, elles démasquent l'une, l'existence d'une inégalité sociale à partir des rapports de production, l'autre celle d'une inégalité politique entre la minorité dirigeante et la majorité.

Sur le plan théorique, elles montrent l'insuffisance d'une part de la théorie classique de la démocratie formelle en soulignant l'inégalité réelle que dissimule la formule du "gouvernement de tous" d'autre part, celle de la "méritocratie" qui néglige le problème du pouvoir pour une explication purement fonctionnelle (39).

Une troisième tendance soutient enfin l'existence d'une pluralité de catégories dirigeantes aboutissant à une sorte de "polyarchie" ou règne des minorités opposées à l'oligarchie ou règne de la minorité (40).

Il semble, en définitive, hypothétique de pouvoir séparer l'analyse des couches dirigeantes de celle du régime politique lui-même et donc d'échapper à l'idéologie et à la discussion proprement politique.

La controverse à laquelle a récemment donné lieu le livre "l'élite du pouvoir" de C.W. MILLS (41) en est une illustration.

Définissant l'élite du pouvoir aux Etats Unis à partir des trois grandes hiérarchies institutionnelles de l'Etat, l'économie et l'armée, C.W. MILLS estime qu'aucun des trois ordres solidaires ne peut revendiquer de façon décisive le leadership.

Il dénonce la simplification qui fonde le pouvoir sur la détention des moyens de production, aussi bien que la légende du pluralisme des catégories dirigeantes ou de la minorité dirigeante (42).

Mais nombre de ses commentateurs voient tour à tour dans sa thèse une preuve de l'unité et de la pluralité des catégories dirigeantes. Au lieu d'envisager le problème de façon aussi abstraite et générale, il peut sembler préférable de s'attacher à l'étude des dynamismes eux-mêmes à travers les agents qui les manifestent plutôt qu'à la seule lumière des groupes qui ont la responsabilité de leur mise en oeuvre. Mais, dans la réalité, il est difficile d'établir cette distinction de façon tranchée comme il est

difficile de détecter un véritable comportement dynamique à partir de conduites qui apparaissent comme telles. Elles peuvent, en effet, résulter d'une conduite imitative et en quelque sorte plaquée, être d'une efficacité sporadique parce que reposant sur des motivations sans rapport décisif avec les fins obtenues, ou être jugées dynamiques sous un angle ethnocentrique dans la mesure où elles rompent avec la tradition et en dépit de leur manque d'adaptation aux exigences locales.

Pour désigner les agents les plus aptes à jouer un rôle dynamique dans l'évolution sociale et économique, de nombreux auteurs utilisent le terme d'élite. L'usage en est particulièrement fréquent dans la littérature d'inspiration américaine encline à envisager la réalité sociale en termes de statut plutôt qu'en termes de classe.

Considéré le plus souvent d'une manière qualitative et normative, le concept d'élite a été rejeté par les marxistes et d'autres spécialistes des sciences sociales, le rôle d'une minorité apparaissant incompatible avec l'avènement d'une société sans classes.

Chez Gaetano MOSCA l'élite est assimilée à la classe dirigeante et Claude TARDITS lui-même, dans une étude effectuée à Porto Novo estime que l'élite formée par la population scolarisée est déjà constituée en une classe sociale distincte (43).

De nombreux auteurs contemporains estiment cependant qu'il s'agit de deux phénomènes distincts (C.W. MILLS, T.B. BOTTOMORE (44)), de deux dimensions de l'ordre social (R. ARON) (45).

- L'analyse de la société sociale africaine en termes de classes n'est pas aussi féconde qu'en Europe où en ont été forgés les concepts car, ainsi que l'a noté G. BALANDIER: "la multiplicité des formes des rapports sociaux, la diversité d'influence et de durée de l'empreinte coloniale, les revêtements successifs des trois périodes précoloniale, coloniale et postcoloniale, l'incoordination des tentatives de construction d'un état moderne, l'imbrication en même temps que l'évolution à des rythmes divers des phénomènes politiques, économiques et sociaux compliquent singulièrement les tentatives de validation des schémas habituels des classes".

S'il est possible d'y déceler des indices de l'émergence des classes sociales il semble, toujours selon les termes de G. BALANDIER, que "la seule classe bien constituée soit actuellement la classe dirigeante" (46).

Quoiqu'il en soit, d'autres types de stratification peuvent interférer avec celui des classes et jouer un rôle décisif dans l'évolution sociale.

Claude RIVIERE évoque ainsi le rôle des femmes, de la jeunesse, des militaires dans un monde africain mû davantage par la politique que par l'économie, par des individus que par des masses (47).

- L'analyse en termes d'élite s'appuie sur la constatation que l'évolution de toute société est diversement et inégalement influencée par l'action des agents qui la composent.

La notion d'élite est très large et constituée, comme l'a écrit S.F. NADEL une sorte de sténogramme commode (48).

Parmi les nombreuses définitions qui en ont été données, on peut retenir celle formulée récemment par Guy ROCHER : "l'élite comprend les personnes ou les groupes qui, par suite du pouvoir qu'ils détiennent ou de l'influence qu'ils exercent, contribuent à l'action historique d'une collectivité soit par les décisions qu'ils prennent, soit par les idées ou les émotions qu'ils expriment ou qu'ils symbolisent" (49).

- S'appuyant sur l'existence d'une pluralité d'élites, nombre d'auteurs s'efforcent de les classer entre elles.

La distinction la plus couramment effectuée consiste à opposer élites traditionnelles et élites modernes, cette démarche s'apparentant à l'approche qualifiée classique des voies de développement.

Le contraste entre des élites attachées à une stratification sociale traditionnelle et à des privilèges souvent maintenus artificiellement par l'ancien colonisateur et des élites progressives ayant reçu une formation de style européen ou une orientation technique est alors mise en évidence de façon à peu près systématique.

Au sein de ces dernières élites, l'accent est mis selon les auteurs sur telle ou telle catégorie spécifique (élite politique, bureaucratique, militaire, intelligentsia, élite des couches moyennes).

Le critère de distinction peut être aussi géographique par l'opposition d'une élite urbaine et d'une élite rurale, cette dernière pouvant même être subdivisée en une élite moderne rurale composée d'enseignants, ministre du culte... et une élite tribale formée de certains chefs et de leur entourage (50).

Il peut être encore historique. Ainsi F.N. SOUGAN AGBLEMAGNON situe, face à une "élite de fait" léguée par la situation coloniale, "une élite d'aspiration" composée de personnes qui sont devenues partie intégrante de l'élite par vocation ou volonté et diagnostique l'émergence d'un troisième niveau historique qu'il qualifie de troisième génération ou de "jeune garde" (51). La base de classification peut être encore basée sur le degré de réussite et conduit alors à distinguer une "élite moderne dont la réussite est purement individuelle et orientée vers le secteur industriel et une élite de modernisation dont la réussite a un effet d'entraînement sur le groupe" (52).

Nonobstant le fait que les élites sont toujours, en quelque façon, marginales, plusieurs auteurs se sont attachés à mettre en relief l'importance en matière de dynamisme économique d'une "élite marginale". Cette élite marginale se situe pour P.C. LLOYD (53) à mi-chemin des élites modernes et des élites traditionnelles et serait surtout composée de responsables traditionnels instruits aussi bien que de riches commerçants sans instruction.

De façon plus courante cette notion d'élite marginale se rattache à la théorie de la déviance qui assume que ceux qui introduisent le changement doivent être des déviants puisqu'ils rejettent la façon de faire habituelle.

Cette conception peut être rapprochée de celle de l'entrepreneur développée par J. SCHUMPETER (54) apanage d'individus d'élite qui ont su briser un certain nombre de résistances d'ordre subjectif (paresse intellectuelle) d'ordre objectif (par un pari sur structure neuve selon l'expression de F. PERRON) et d'ordre social en venant à bout de la résistance des consommateurs, des firmes et des groupements professionnels.

Le rôle créateur du déviant a été conceptualisé par le terme de "marginal man" qui s'applique aux personnes qui, pour diverses raisons, restent partiellement à l'écart de la culture d'accueil et, du fait de leur moindre intégration, sont moins soumises aux valeurs établies.

Mais, comme le souligne S.M. LIPSET (55), les recherches historiques contredisent la thèse selon laquelle les individus manifestant une capacité d'innovation dans les pays en voie de développement se recruteraient principalement dans les rangs des déviants.

Elles corroborent, au contraire, l'affirmation de Max WEBER selon laquelle beaucoup de groupes minoritaires n'ont pas manifesté de telles propensions (exemple des minorités catholiques en Angleterre).

H. LEFEBVRE, quant à lui, dénonce même ce qu'il appelle le "pseudo concept de la déviance" qui marque le différent du sceau de l'exclusion (56).

De même que Max WEBER, S.M. LIPSET pense que l'explication se trouve dans le système de valeurs de la société invoquée qui doit encourager le développement économique.

Si, dans les pays sous-développés, des groupes minoritaires manifestent un dynamisme économique particulier, ce phénomène met surtout en relief le fait que les valeurs fondamentales de la culture autochtone sont antithétiques avec les orientations rationnelles que doit manifester tout entrepreneur.

Max WEBER, on le sait, a également mis en relation dynamisme économique et facteur religieux. Liant en Europe le développement du capitalisme au développement du protestantisme, il a établi un parallèle entre la rationalité du capitalisme et le sens de la responsabilité individuelle l'abnégation de soi et l'ascétisme de l'éthique protestante.

Aux Etats Unis, D. Mac Clelland (57), en particulier, s'est attaché à développer cette thèse en déterminant le lien entre l'esprit protestant (nécessité d'accomplissement ou Achievement Motive) et le capitalisme à travers la structure de la famille et la socialisation de l'enfance.

Des essais de transposition au développement économique moderne de l'Afrique ont souvent été tentés.

P.C. LLOYD (58) a marqué toutefois les limites de ces tentatives en insistant sur le fait que le développement économique en Afrique provient essentiellement de l'action de l'état ou des entreprises étrangères, les qualités recherchées y étant plutôt celles de bureaucrate que celles du capitaliste individuel.

Il a souligné également dans le même sens le poids des valeurs antithétiques à une accumulation systématique de capital en milieu africain.

Les tentatives de classification des élites correspondent au souci légitime de situer les uns par rapport aux autres les agents considérés comme les plus susceptibles de manifester un dynamisme porteur de développement.

Elles se cantonnent le plus souvent dans une opposition du traditionnel et du moderne ou dans un découpage fonctionnel de la réalité sociale.

Elles manifestent parfois cependant un souci d'élaboration plus marqué telle la typologie proposée par Guy ROCHER qui combine les grands types d'autorité définis par Max WEBER (autorité traditionnelle, autorité rationnelle-légale, autorité charismatique) avec la théorie de l'influence qui s'élabore aujourd'hui aux Etats Unis sur la base de l'interaction sociale envisagée comme échange social.

Il distingue ainsi tour à tour élites traditionnelles, élites technocratiques, élites économiques, élites charismatiques, élites idéologiques et élites symboliques(59).

Néanmoins toute tentative de classification, quand bien même elle peut répondre au comment, demeure impuissante à expliquer le pourquoi des dynamismes économiques.

Jack L. WALKER reproche aussi à la théorie étatiste de présumer l'incapacité du citoyen moyen en sous-entendant un concept de l'homme ordinaire passif et inerte(60).

Or l'appréhension des dynamismes économiques doit s'effectuer à tous les niveaux où peut se saisir notamment l'affrontement du traditionnel et du moderne. L'existence de ces dynamismes peut aussi bien se manifester par un comportement de résistance ou de transfert que par un "comportement moderne adapté".

Dans son étude des communautés villageoises de la côte orientale malgache G. ALTHABE (61) montre ainsi la dynamique interne qui se manifeste à l'échelon local. A partir de l'exemple de la circulation monétaire il met en évidence comment l'univers villageois se réorganise de manière à maîtriser, à digérer le contact partiellement destructeur avec l'extérieur et bien plus comment il se sert de ce contact pour renforcer son fonctionnement interne.

Dans sa préface à l'ouvrage de G. ALTHABE, G. BALANDIER note qu'un culte novateur comme celui du tromba "montre le transfert, au plan de l'imaginaire social et des pratiques essentiellement symboliques des solutions aux problèmes que les communautés ne parviennent pas encore à résoudre effectivement.

Si les dynamismes économiques peuvent être appréhendés à partir des divers agents qui les manifestent, leur interprétation n'est, en définitive possible que si on replace ces agents dans les structures sociales particulières où ils se meuvent et dans la structure de la société globale dont ils sont partie intégrante.

Dans l'Anthropologie économique des Gouro, Claude MEILLASSOUX (62) montre que "la persistance de l'ancienne société paysanne dépend moins de son "conservatisme" ou de "l'adaptabilité" de ses membres que de la place qu'elle occupe dans la société globale.

...La persistance de la société traditionnelle s'explique par son insertion comme composante nécessaire dans l'économie globale au sein de laquelle elle se préserve parce que représentant la seule forme d'organisation sociale et économique capable dans la conjoncture actuelle, de satisfaire les besoins vitaux de la population".

Index

- (1) André NICOLAI. Comportement économique et structures sociales. PUF. 1960
 - (2) Georges GRANAI. Le problème du changement social et la théorie sociologique. in cah. Internat. de Socio. vol. XXXVI. 1964. p. 42.
 - (3) François FERROUX. L'économie des Jeunes Nations. PUF. 1962.
 - (4) Pierre HAJNER. A la recherche de la classe dirigeante : le débat dans l'histoire des doctrines. in Rev. franç. de Sc. Polit. vol. XV. n° 1. fév. 1965. p. 40.
 - (5) Maurice GODELIER : Rationalité et irrationalité en économie. Maspero. 1968. p. 239.
 - (6) Idem. p. 274.
 - (7) Georges GRANAI : Le problème du changement social... op. cit. p. 33.
 - (8) Melville J. HERSKOVITS : Les bases de l'Anthropologie culturelle. Petite bibliothèque Payot. 1967. p. 216.
 - (9) Georges BALANDIER : Dynamique des relations extérieures des sociétés archaïques in traité de Sociologie de Gurvitch. PUF. 1963. tome II. p. 455.
 - (10) Max GLUCKMAN : Analysis of a social situation in Modern Zululand in Bantu Studies. 14-2-1940.
 - (11) Georges BALANDIER : Sociologie actuelle de l'Afrique Noire. Paris. 2e éd. 1963. chapitre 1.
 - (12) Georges BALANDIER : Anthropologie Politique. PUF. 1967. p. 226.
 - (13) idem. p. 23.
 - (14) E.R. LEACH : Political systems of Highland Burma. London 1954. cité par G. BALANDIER in Anthropologie Politique. p. 23.
 - (15) Manning Nash : Introduction, Approaches to the study of Economic Growth. in Journal of Social Issues. vol. 29. n° 1. 1963. p. 5.
 - (16) André Gunder FRANK. Sociologie du sous-développement et sous-développement de la sociologie. in cah. V. Pareto. n° 15. 1968. pp. 165-221.
 - (17) Georges BALANDIER : Tradition et continuité. in cah. internat. de sociologie. vol. XLIV. 1968. p. 5.
 - (18) Bert F. HOSELITZ. Sociological Aspects of Economic Growth. Glencoe. III. 1960.
 - (19) Talcott Parsons. The Social System. Glencoe III. 1951.
 - (20) Jacques FREYSSINET. Le concept du sous-développement. Paris. 1966. p. 135.
- et Paul BARAN - Eric HOBSEBAWM : The stages of Economic Growth Kyklos. vol. 14. 1961.
- (21) Philippe COUTY. BLSH.
 - (22) Everett E. HAGEN. On the theory of social change. Dorsey Press. 1962.

- (23) David Mac Clelland. A psychological approach to Economic Development in EDCC. vol. 12. n° 3. avril 1964. p. 320.
- (24) David Mac Clelland. The Achieving Society. Princeton. Van Nostrand. 1961.
- (25) David Mac Clelland. Motivational Patterns in Southeast Asia in Journal of Social Issues. vol. 29. n° 1. janv. 1963.
- (26) John Kunkel. Values and Behavior in Economic Development in EDCC. vol. 13. n° 3. avril 1965.
- (27) Seymour Martin LIPSET. Revolution and Counterrevolution change and persistence in Social Structures. Basic Books. New York. 1968. p. 5.
- (28) André Gunder FRANK. Le développement du sous-développement. Maspero. 1970.
- (29) idem.
- (30) idem.
- (31) Pierre JALEE : Tiers Monde, quel tiers monde ? Maspero.
- (32) Franz FANON. Les damnés de la terre. Maspero.
- (33) Ronald GLASSMAN : The limiting social and structural conditions for Latin American Modernization. in social research. vol. 36. n° 2. 1969.
- (34) A.G. FRANK. Le développement du sous-développement op. cit.
- (35) G. BALANDIER. Tradition et continuité. op. cit. p. 8.
- (36) S.M. LIPSET. Political cleavages in Developed and Emerging Politics in Revolution and counterrevolution. op. cit. p. 208.
- (37) S.M. LIPSET. Values, education and Entrepreneurship. in Aldo Solari and S.M.Lipset: Elites in Latin America. New York. 1967.
- (38) Celso FURTADO. Brésil, quel type de révolution ? in El Trimestre economico. vol. XXIX. n° 115. 1964.
- (39) Pierre HASSNER. à la recherche de la classe dirigeante. op. cit. p. 40.
- (40) Robert DAHL. Who governs ? New Haven. Yale Univ. Press. p. 7.
- (41) C. Wright MILLS. L'élite du pouvoir. Maspero. 1969.
- (42) C.W. MILLS. L'élite du pouvoir. op. cit. p. 21 et suivantes.
- (43) Claude TARDITS. Porto Novo, Les nouvelles générations africaines entre leurs traditions et l'Occident. in bull. internat. des Sc. Soc. vol. 8. n° 3. 1956.
- (44) T.B. BOTTOMORE. Elites et société. Paris. Stock. 1967.
- (45) Raymond ARON. Social structure and the Ruling Class. in the British Journal of Sociology. I. n° 2. june 1950. p. 126.
- (46) G. BALANDIER. Anthropologie politique. op. cit. p. 197.
- (47) Claude RIVIERE. De l'objectivité des classes sociales en Afrique Noire. in cah. internat. de socio. 1969. vol. XLVII.

- (48) S.F. NADEL. La notion d'élite sociale. in bull. internat. des Sc. Sociales. vol. 8. n° 3. 1956.
- (49) Guy ROCHER. Le changement social. Paris 1970. éd. HMH Coll. Points. p. 135.
- (50) Philip MAYER. The tribal elite and the transkeian elections of 1963. in P.C. LLOYD The new elites of tropical Africa. London. Oxford Univ. Press. 1966.
- (51) F. N'Sougan AGBLEMAGNON. Le rôle des élites dans la construction nationale en Afrique Noire. colloque CHEAM. 3-4 mars 1967. p. 15.
- (52) Bilan et perspectives de recherche. ORSTOM-Dakar. 1970. p. 2.
- (53) P.C. LLOYD. The study of elites. in the new elites of tropical Africa. op. cit.
- (54) André MARCHAL. Sociologie des fluctuations économiques. Joseph SCHUMPETER et le rôle de l'entrepreneur novateur. in traité de sociologie générale de Gurvitch. PUF. 1963. tome I. p. 430.
- (55) S.M. LIPSET. Values, education and entrepreneurship. op. cit.
- (56) Henri LEFEBVRE. Le manifeste différentialiste. Gallimard. col. idées. 1970. p. 167.
- (57) David Mac Clelland. The achieving society. op. cit.
- (58) P.C. LLOYD. The study of elites. op. cit.
- (59) Guy ROCHER. Le changement social. op. cit. p. 135.
- (60) Jack. L. WALKER. A critique of the elitist theory of democracy in Amer. Polit. Sc. Review. vol. IX. n° 2. june 1966.
- (61) Gérard ALTHABE. Oppression et libération dans l'imaginaire. Maspero. 1970.
- (62) Claude MEILLASSOUX. Anthropologie économique des Gouro. Mouton. 1962.